



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°6 - Avril 2011

Sommaire

Page 2

- La Belgique, toujours sans gouvernement.
- Un Pacte de stabilité qui passe mal

Page 3

- L'Euro à deux vitesses
- C'est quoi la S.E.A.E. ?

Page 4

- La recherche en panne, la France perd du terrain
- Bulletin d'adhésion

Citoyen d'abord...

Durant 24 ans en tant que Maire de Villeneuve d'Ascq et 15 ans comme député européen j'ai rendu compte au quotidien de mes activités et de mes opinions.

Aujourd'hui, réélu Maire de Villeneuve d'Ascq, j'entends, avec tous les citoyens et " Citoyen d'Europe " redonner à notre ville ses couleurs européennes et sa dimension internationale.

G.Caudron

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeurope@gmail.com

ou

Claudine PLATTEAU
c.d.platteau@orange.fr
5, Rue du Maréchal Joffre
59493 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél. : 09 79 39 06 22

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyendeurope.org

EDITO

L'EUROPE... malgré tout

A l'heure où la crise financière et économique « a plombé » une grande majorité des États européens, alors que l'Union Européenne a montré, sous sa forme économique et libérale, son incapacité à y faire face, au moment où ce constat conduit certain(e)s à remettre en cause l'euro voire l'Europe elle même,

L'Européen de toujours que je suis le redis : je suis européen et il n'y a pas de salut sans l'Europe.

Et si l'Europe n'est pas à la hauteur de ses défis, c'est par manque d'Europe et pas par excès d'Europe... **à condition de construire « une autre Europe »** où « le politique » se donne les moyens de contrôler l'économie et la finance.

C'est pourquoi, quelque soient mes insatisfactions vis-à-vis des politiques européennes, elles ne m'amènent pas davantage à rejeter l'Europe que mes désaccords avec les politiques sarkozystes me font rejeter la France.

Alors oui, l'Europe...malgré tout

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

A lire mes carnets sur www.citoyendeurope.org en cliquant sur « **chaque lundi, le carnet de g Caudron Pour quelques Coquelicots de plus** »

A NOTER A VOTRE AGENDA

du 8 au 15 mai – en association avec la Municipalité aura lieu :
la **SEMAINE DE L'EUROPE.**

Diverses manifestations sur toute la ville qui seront annoncées d'ici fin avril.

9 mai – Jour de la Fête de l'Europe – Inauguration officielle du local de CITOYEN D'EUROPE

71 Boulevard de Valmy, à partir de 18h30.

15 mai – Après-midi dansant organisé par **CITOYEN D'EUROPE**,
salle Masqueliez à partir de 15h., animé par l'**Orchestra « Les Dispos »**
pour la clôture de la semaine de l'Europe.

28 mai – à l'Espace Concorde – « Le printemps des Associations »
Rencontre entre bénévoles, professionnels, et citoyens.

La Belgique, toujours sans gouvernement.

Depuis le 13 juin 2010, date des dernières élections, la Belgique n'arrive pas à constituer un gouvernement. Depuis cette date, la vie continue et le cabinet Leterme gère les affaires courantes.

Le pays fonctionne presque normalement et « navigue » entre inquiétude et rigolade. Les initiatives les plus folkloriques les unes que les autres (port de barbe, pas de gouvernement = pas de sexe, etc..) fleurissent et le record du monde sans gouvernement appartenant à l'Irak est désormais tombé (290 jours) le 30 mars.

Peu de citoyens se déclarent favorables à la partition (- de 10%) même en Flandres où ils ont voté à 30% pour les indépendantistes. Le scénario ne peut cependant être totalement écarté.

De réformes en compromis, les politiques belges ont construit une organisation politico-administrative tellement complexe que l'édifice en est devenu des plus fragiles.

Trois communautés linguistiques et cinq parlements, trois régions fédérales, quatre régions linguistiques et cinq parlements et gouvernements constituent un état fédéral qui sans le fédéralisme aurait volé en éclat depuis bien longtemps.

Si côté flamand on souhaite démanteler l'état central, côté wallon on n'accepte pas la remise

en cause de l'état providence qui, au delà de la question linguistique, est la vraie pierre d'achoppement entre un Nord Flamand prospère et de droite, et un Sud wallon défavorisé et de gauche.

Chaque jour qui passe rend de plus en plus plausible la version de « l'évaporation » de la Belgique vue de l'extrême droite.

La logique voudrait que pour se séparer les partis francophones et néerlandophones se mettent d'accord sur tous les sujets qui les opposent.

Même si beaucoup moins de citoyens que l'on imagine souhaitent cette partition, un vent de fatalisme souffle quand même sur le pays.

Toutefois, ce petit pays garde une espérance grâce à de nombreux créateurs qui ne veulent pas se résigner. Ce carrefour des influences a apporté beaucoup à la civilisation européenne et sa disparition aurait un effet négatif pour tout le continent au moment où une vague de populisme et de xénophobie s'y développe.

La question centrale de l'Europe est de savoir si l'on peut vivre ensemble en partageant des valeurs communes tout en parlant plusieurs langues.

Si le peuple belge échoue, c'est toute l'Europe qui risque d'échouer.

Un Pacte de stabilité qui passe mal

On dit souvent qu'il y a loin du rêve à la réalité. C'est le cas en Europe entre la diplomatie et cette réalité.

A Bruxelles, il y a quelques jours, un accord a été trouvé entre les chefs d'État européens sur un nouveau pacte de stabilité appelé « pacte de compétitivité » et sur le futur mécanisme de sauvetage. Un gouvernement économique est créé qui contrôlera les budgets nationaux avant le passage devant les parlements. La modération salariale sera un autre des engagements.

Un fonds de sauvetage sera créé qui devrait permettre d'acheter les dettes d'états en difficulté.

Cet accord aurait pu signifier la sortie de crise, sauf que le 1er ministre portugais a démissionné suite au rejet d'un nouveau plan d'austérité et

que le règlement de la dette d'avril et mai n'est pas assuré.

Les opinions publiques commencent à demander des comptes.

Athènes, Lisbonne, Bruxelles et Londres voient se succéder des manifestations de plus en plus importantes (300 000 à Londres).

Face aux plans d'austérité qui se multiplient, les travailleurs s'interrogent de plus en plus :

A qui va s'appliquer la modération salariale prônée par les 17 pays de la zone euro ?

Le constat est que les banquiers, eux, ont été soutenus et que nos gouvernants construisent pierre par pierre une société où les riches s'enrichissent encore et où les faibles sont touchés dans leur quotidien et sont de plus en plus démunis.

L'Euro à deux vitesses.

La zone euro est-elle coupée en deux ?

D'un côté avec l'Allemagne, les pays vertueux (Autriche, Pays-Bas, Finlande, Luxembourg) respectueux du pacte de stabilité et qui, maîtrise budgétaire aidant, financent une croissance à faible taux d'intérêt.

De l'autre, avec la France, les pays du sud de la zone Euro (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) en grande difficulté avec le pacte, ne verront leur salut que dans la sortie de l'Euro, la dévaluation de leurs monnaies leur permettant de retrouver leur compétitivité.

Ce scénario catastrophe est l'œuvre de l'ancien président du patronat allemand, certes hyper libéral, mais ne reflète-t-il pas le sentiment des allemands qui pensent que certains pays, profitant des faibles taux accordés à l'Euro, ont financé leur expansion alors qu'il n'auraient jamais du entrer dans la zone euro.

Le fait que le pacte de stabilité, confiant en ses membres, n'ait pas prévu de plan de sauvetage, fait craindre à l'auteur de ce brûlot, que l'Allemagne, respectueuse des règles établies, ne soit seule à en supporter la charge.

Cette thèse a été formellement condamnée par le Ministre Allemand des Finances pour qui le retour aux dévaluations en cascade serait la fin de l'Europe Politique.

A noter quand même que la population allemande ne semble pas prête à tolérer encore longtemps d'avoir à assurer les inconséquences des pays tels la Grèce ou l'Irlande.

Depuis octobre 2010, un certain rapprochement a lieu entre la France et l'Allemagne pour proposer aux pays membres de s'accorder sur de nouvelles règles économiques avec comme objectif une convergence accrue des politiques économiques pour donner une réponse à long terme aux difficultés actuelles.

C'est quoi la S.E.A.E. ?

Il s'agit du **S**ervice **E**uropéen pour l'**A**ction **E**xtrangère, le ministère européen des affaires étrangères en quelque sorte.

La Britannique, Catherine Ashton, dont la nomination à la tête de cette administration de 3700 diplomates de 27 pays avait fait l'objet de négociations à haut niveau, pour satisfaire la Grande Bretagne tout en espérant garder la main sur la diplomatie européenne, illustre inconnue de cette diplomatie, ne cherche pas à améliorer son image.

En effet, après avoir fait de la place aux « petits pays » comme le Danemark, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, lesquels ont récupéré la Superdirection des Amériques, le Comité Militaire de l'U.E., le Comité Politique et la Sécurité, l'Allemagne obtient l'ambassade de Pékin et la Grande-Bretagne s'octroie le tiers des directions.

La France devra se contenter du Proche Orient et des Droits de l'Homme.

Le seul rescapé Français, le Directeur de Cabinet de Catherine Ashton, se sent un peu

seul au sein d'un service largement dominé par les Britanniques.

Paradoxe, Catherine Ashton va peut-être décider la fin de l'embargo Européen sur les armes imposé à la Chine, demande lui ayant été faite par la France et l'Espagne, à l'encontre des positions de Londres.

Entre la marginalisation de la France et le veto Britannique, la « politique étrangère » européenne n'a pas que des beaux jours devant elle.

S'il était nécessaire de donner des exemples, la division du continent européen lors de la guerre en Irak, l'histoire, la géographie et les intérêts économiques divergents ont exclu une stratégie commune.

L'idée qu'une Europe puissance puisse parler d'une seule voix, dialoguant d'égal à égal avec la Chine ou les États-Unis, reste une illusion même si Catherine Ashton pourrait se révéler à terme, meilleure négociatrice que prévu.

La recherche en panne, la France perd du terrain

Il est de bon ton (en France) de comparer les économies françaises et allemandes. Toutefois le gouvernement français se garde bien de publier les estimations européennes sur les efforts publics et privés en matière de recherche.

Pour info : Suède 3,68 % du PIB, Allemagne 2,8%, **France 2,2%**, USA 2,8% Japon 3,4%

Entre 2006 et 2009, l'écart entre les deux pays est passé de 0,4% à 0,6% du PIB.

En 2010, les dépenses de recherche et développement seraient encore en baisse en France.

L'enjeu est très important car plusieurs dizaines de milliers d'emplois très qualifiés sont menacés.

Les pays d'Europe du Nord sont devant la France, le Portugal et l'Irlande se rapprochent.

L'effort public et privé ne suit pas le rythme nécessaire.

En 1993, la recherche publique n'a pas pris le tournant initié par les U.S.A. et d'autres ,vers les

technologies de la communication et de l'information..

Depuis 2007, si les intentions affichées sont de faire de la recherche une priorité, la politique menée est trompeuse.

On lance le grand emprunt mais on réduit de 25% les budgets du CNRS.

On alourdit la charge administrative au dépens de la recherche.

Au niveau privé, on mise tout sur le crédit d'impôt (absent en Allemagne). En réalité, les 15 milliards d'euros dépensés depuis 2007 ont surtout servi des actionnaires. En 2012, il faudra une sérieuse réflexion si l'on veut inverser la tendance. Il est temps de voir à long terme si l'on ne veut pas être définitivement distancés.



BULLETIN D'ADHESION 2011

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe

renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe

en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau
 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
 Tél. 09 79 39 06 22
 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex